

Les citoyens d'abord

Un nouveau sens pour l'Europe

Lors des prochaines élections européennes, les citoyens d'Europe devront faire un choix politique fondamental.

Partout en Europe, les gens sont confrontés à des défis sans précédent : la récession et la hausse du chômage avec la crise financière mondiale, la flambée des prix de l'alimentation et de l'énergie, la baisse du pouvoir d'achat et le risque croissant de pauvreté, le changement climatique, la criminalité et le terrorisme qui menacent leur sécurité. Dans ce moment grave, le choix sera entre des partis politiques portant des projets opposés pour l'avenir de l'Union européenne.

Chaque électeur aura à choisir entre notre conception d'une Europe de progrès, où les citoyens, les Etats et les pouvoirs européens travaillent ensemble pour répondre aux aspirations de tous ; et une Europe de droite, où l'avenir de nos pays et de nos concitoyens serait remis au jeu du marché.

Le Parti socialiste européen, lui, s'engage à créer une société plus juste et plus protectrice, prête à relever les défis qui sont devant nous, en disant : « *les citoyens d'abord* ».

Dans le monde actuel où nous sommes tous liés les uns aux autres, aucun pays ne peut résoudre les problèmes mondiaux en agissant seul. La crise financière et la récession montrent à l'évidence qu'un événement survenu dans une autre région du monde peut avoir des effets dévastateurs chez nous. L'action concertée des Européens a prouvé son utilité en nous armant face à la crise financière. Si on les avaient écouté, les réactionnaires qui combattent l'Union européenne auraient laissé nos pays démunis dans cette crise, sans les partenaires ni les outils pour trouver une réplique cohérente.

L'Union européenne, c'est notre lien vital dans la mondialisation. Elle nous met en position forte pour traiter les problèmes mondiaux qui impactent nos pays. Coopérer plus intensément et plus efficacement en Europe, c'est la voie pour relever les défis et apporter aux citoyens une vie meilleure. C'est pourquoi l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, après ratification par tous les Etats membres, donnerait à l'Europe plus de moyens pour mener, face à nos problèmes, une action démocratique, transparente et efficace.

Voici 30 ans qu'ont eu lieu les premières élections au Parlement européen par vote direct des citoyens. Aujourd'hui, ce Parlement a un rôle essentiel pour placer « le citoyen d'abord », comme nous le voulons. Le Parti socialiste européen parle en votre nom, il défend vos intérêts et soutient vos causes. Nous nous engageons à :

- 1. Relancer l'économie et éviter le retour des crises financières**
- 2. Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale**
- 3. Mettre l'Europe en tête de la lutte contre le changement climatique**
- 4. Parvenir à l'égalité des sexes en Europe**
- 5. Donner à l'Europe une politique d'immigration pour le progrès**
- 6. Faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement**

Les partis de gauche, quand ils sont au pouvoir au niveau local ou national, améliorent concrètement la vie des citoyens. Les progrès obtenus par l'action des socialistes et sociaux-démocrates sont clairement visibles.

Ces cinq dernières années, la droite a disposé d'une majorité en Europe, au sein de la Commission et du Parlement européen, et avec la majorité des gouvernements des Etats membres. Mais qu'en a-t-elle fait ? A-t-elle réussi à faire face à la crise financière mondiale ? A-t-elle enrayé la montée des prix de l'alimentation et de l'énergie ? A-t-elle réduit la pauvreté et les inégalités ? La société est-elle plus juste qu'il y a cinq ans ? A-t-elle soutenu nos propositions pour créer plus d'emplois mieux protégés ? *La droite suit le marché. Nous suivons nos convictions.*

La droite décrit souvent les crises économiques et sociales comme si elles étaient une loi de la nature. Pourtant, elles n'ont rien d'inévitable, elles viennent de choix politiques fondamentaux. Certes, nous vivons une époque de changements et de risques mondiaux, mais c'est aussi une époque d'énormes possibilités nouvelles. Notre but, c'est une Europe où tous les acteurs coopèrent efficacement pour exploiter les chances de la mondialisation au service de tous. *La droite dit : « adaptez-vous au marché ». Nous disons : « décidons notre avenir ».*

Nous avons besoin d'une solide majorité progressiste en Europe afin de lancer les réformes essentielles au bien-être futur des citoyens européens et de la société dans son ensemble. Ces réformes sont indispensables pour libérer les gens de la pression qu'ils subissent partout, en essayant de joindre les deux bouts au milieu de la récession, de la hausse du coût de la vie, de la montée du chômage (avec 17 millions de chômeurs et encore plus de salariés précaires touchés en premier par la baisse d'activité), de la menace des expulsions, et des inégalités sociales profondes (avec 78 millions d'adultes et d'enfants à la limite ou au-dessous du seuil de pauvreté).

La crise financière mondiale a révélé les carences d'un système de marché sans règles. L'économie mondiale est dans une passe difficile. L'année dernière a vu deux chocs sans précédent : le pire resserrement du crédit depuis les années 1930 et une flambée record des prix de l'énergie et de la nourriture. Il faut une coopération active, en Europe et au niveau mondial, pour redonner cohérence et stabilité aux systèmes financiers nationaux et internationaux; et il faut anticiper, transformer l'économie, par un effort d'investissement dans les secteurs clés, pour préparer un avenir de croissance durable pour tous en Europe.

La politique de la droite est partie d'une foi aveugle dans le marché, servant les intérêts d'une minorité et non de la collectivité, et nous voyons aujourd'hui les dégâts causés par des marchés sans régulation sérieuse. Mais nous savons comment en sortir : relancer l'économie européenne et établir la justice dans la nouvelle Europe sociale.

Notre plan de réforme pour donner à l'Europe une nouvelle orientation, appuyée sur nos valeurs d'égalité, de démocratie, de respect de l'être humain, de solidarité, de liberté et de justice, va apporter le changement que les citoyens attendent d'urgence.

Nous, socialistes, sociaux-démocrates et démocrates progressistes, partageant les mêmes valeurs et la même vision politique, travaillerons pour une Europe plus juste, plus sûre et plus respectueuse de l'environnement. Rassemblés, nous sommes une force pour le changement.

***Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ».
En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.***

Les défis

L'Europe est l'une des régions les plus riches du monde. Certains disent que nous n'avons plus les moyens d'avoir des droits sociaux conséquents. Mais l'Europe, première économie et premier marché du travail à l'échelle mondiale, a la capacité de faire agir cette économie et ce marché au service des citoyens, des travailleurs et des entrepreneurs.

En Europe, tous les citoyens doivent avoir accès à un emploi correct, offrant des conditions de travail normales, leur permettant de vivre décemment. Notre action doit faciliter la croissance des entreprises, la création d'emplois plus qualifiés et l'investissement dans les nouvelles technologies. Contrairement à la droite, nous n'assimilons pas l'emploi et les droits sociaux des salariés à des charges qu'il faudrait sans cesse réduire. Bien au contraire : ils sont essentiels au succès de notre économie en contribuant à motiver les salariés, à améliorer la qualité de l'emploi, à garantir la paix sociale et à impliquer les travailleurs dans les projets de l'entreprise. *Pour la droite, la mondialisation impose de travailler plus dur et plus longtemps. Nous, progressistes, nous savons que ce n'est pas le résultat de la mondialisation mais d'une politique injuste. Il ne s'agit pas de travailler plus mais de travailler mieux.*

La crise financière mondiale et la récession frappent durement les gens. La crise financière a montré l'impact direct des marchés mondiaux sans règles sur notre vie quotidienne, avec les inégalités croissantes entre dirigeants surpayés et salariés sous-payés, avec le risque accru de perdre son emploi ou son logement. Agissons donc pour aider les plus touchés à se relever. Et, pour éviter le retour de nouvelles crises financières, luttons pour l'établissement de règles plus responsables appliquées à tous les acteurs financiers. Cette crise marque la fin de l'ère néolibérale des marchés sans régulation crédible. *La droite croit à la société de marché, où les riches deviennent toujours plus riches au détriment de tous les autres. Nous croyons, nous, en une économie sociale de marché donnant à chacun sa chance de réussir en saisissant les possibilités nouvelles d'un monde ouvert. Nous croyons à la solidarité entre les générations, non à la concurrence entre individus prônée par les néo-libéraux.*

Le changement climatique constitue la plus grande menace à long terme sur l'humanité. C'est un problème mondial demandant une solution mondiale. *La droite parle du changement climatique mais pour nous il faut autre chose que des mots. Nous voulons des actions concrètes et réalistes pour protéger l'environnement et pour réorienter notre économie vers une nouvelle croissance écologique, innovante, créatrice d'emploi.*

L'énergie est devenue une question de sécurité vitale pour l'Europe. Nous importons déjà 50% de notre énergie et cette proportion pourrait passer à 70% à l'horizon 2030. C'est tous ensemble que nous devons construire notre indépendance énergétique en développant des énergies respectueuses de l'environnement, produites en Europe. *La droite croit qu'il faut rester dans le train-train et s'en remettre au marché. Certains conservateurs vont jusqu'à nier la réalité du changement climatique, ignorant les preuves scientifiques massives en toute irresponsabilité face à cette grave menace pour le monde. Notre volonté est de faire de l'Europe le leader mondial de la lutte contre le changement climatique.*

L'Union Européenne a fait des efforts pour gérer l'immigration mais nous devons faire mieux. L'immigration a eu pour l'Europe de nombreux apports positifs et a contribué à notre richesse. Pour pouvoir bénéficier encore d'une société productive, prospère et diverse, nous devons combattre l'immigration clandestine et le trafic d'êtres humains. Les immigrés en situation régulière doivent avoir les mêmes droits et obligations que les autres travailleurs. L'accueil des réfugiés est un droit fondamental pour tous ceux qui fuient la persécution : nous entendons en faire une application sûre et juste pour les victimes de menaces et d'exploitation, en écartant les abus. Le changement climatique créera une nouvelle émigration dans les régions les plus pauvres touchées par le phénomène ; nous devons nous en préoccuper. Notre tâche est aussi de faciliter l'intégration des immigrés, pour leur propre avantage et celui des sociétés dans lesquelles ils vivent. *La droite a joué sur les peurs. Nous voulons une réponse humaine aux défis de l'immigration légale et clandestine.*

Les menaces pour la démocratie et les droits de la personne n'ont pas disparu. Les frontières européennes n'arrêtent pas le terrorisme, la criminalité et l'extrémisme. L'action plus forte que nous voulons au niveau européen doit empêcher qu'ils ne menacent la vie et les libertés des citoyens sur notre sol, sans pour autant mettre en péril les droits fondamentaux que sont la liberté d'expression et la protection des données personnelles. L'Europe doit également agir hors de ses frontières au service de la paix et du développement. Cela améliorera notre sécurité tout en servant l'intérêt des peuples des pays les plus pauvres. En agissant ensemble au sein de l'Union, les Etats membres renforceront leur voix et leur influence dans les affaires internationales. *La droite ne fait que parler des principes de démocratie, de droits des citoyens, de sécurité et de développement. Nous mettrons tout en oeuvre pour donner vie à ces mêmes principes.*

Notre coopération en Europe nous rend plus forts parce que :

- Nous sommes la plus grande économie au monde et nous pouvons donc créer plus d'emplois, de meilleure qualité, et réduire la pauvreté en développant nos échanges dans le cadre de normes communes ;
- Les défis environnementaux dépassent les frontières nationales et notre action contre le réchauffement climatique et ses effets trouve son efficacité en travaillant ensemble sur des objectifs communs ;
- Nous affirmons la solidarité et la cohésion comme socle de la construction européenne, dans l'intérêt de tous. La libre circulation des travailleurs doit offrir à tous les salariés plus de choix et de chances, avec des outils évitant la fuite des cerveaux des régions moins prospères. Cette mobilité ne doit en aucun cas entraîner l'alignement vers le bas des droits sociaux et des salaires, qui permettrait à un Etat de prendre un avantage compétitif sur les autres aux dépens des travailleurs
- Nos forces de police et nos autorités judiciaires sont capables d'agir ensemble contre le crime organisé et le terrorisme.

Nous voulons une Europe forte et progressiste. Notre manifeste citoyen pour une Europe de gauche affirme les politiques répondant à ces principes et veut transformer les défis qui sont devant nous en chances de progrès pour tous.

***Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ».
En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.***

Les propositions

1. Relancer l'économie et éviter le retour des crises financières

Dans toute l'Europe la crise financière et économique mondiale frappe nos économies et les simples citoyens. Les salaires réels et le pouvoir d'achat diminuent. Nous ne restons pas inactifs devant cette situation. L'euro a protégé très efficacement nos économies européennes dans cette crise financière mondiale. Il faut à présent faire plus, fixer des règles aux marchés financiers, endiguer la récession, relancer l'économie pour dégager à nouveau de la croissance et des emplois.

La menace du changement climatique avec ses effets catastrophiques s'accroît aussi : ne pas agir à temps nuirait à la planète et dégraderait nos conditions de vie. Nous sommes convaincus que cette lutte contre le réchauffement peut renouveler l'économie européenne, créer une nouvelle croissance écologique et innovante, créatrice d'emplois et de richesse pour les Européens. Nous croyons profondément au développement durable fondé sur des stratégies économiques, sociales et environnementales cohérentes entre elles.

L'Union, on l'a dit, est la plus grande économie et le plus grand marché du travail au monde. En nous engageant ensemble, nous serons plus forts pour relancer l'économie sur notre programme de

croissance écologique et innovante créatrice d'emplois. Les syndicats et les employeurs ont un rôle important à jouer pour créer cette croissance écologique et innovante dans toute l'Europe.

Dans ce mouvement de transformation de nos économies, il faut aider les gens. Il est indispensable de donner aux Européens de tous âges les outils pour développer leurs compétences, accéder à des emplois plus qualifiés, pouvoir partir travailler ou étudier ailleurs en Europe. Pour nous, toutes les actions publiques dans ce domaine, au niveau local, régional, national et européen, doivent avoir pour but le soutien des personnes dans les reconversions et l'accès à de meilleures possibilités professionnelles.

Le budget européen doit être réorienté vers la croissance écologique et innovante pour anticiper les défis futurs. Puisque ce budget a par principe une fonction de solidarité, il doit aider à améliorer le niveau de vie, à soutenir la cohésion et la croissance dans toute l'Europe et à réaliser la convergence économique des régions les moins développées de l'Union, notamment dans les nouveaux Etats membres.

Donner un cadre aux marchés financiers pour l'économie réelle, l'emploi et la croissance :

La tempête sur les marchés financiers a démontré l'efficacité de l'action commune des Européens pour éviter l'effondrement du système bancaire et stabiliser les marchés. Cet engagement européen partagé a protégé l'épargne, les retraites et les logements des citoyens. Mais la crise a révélé les failles profondes du système de marché, qu'il faut encadrer à la base pour éviter l'arrivée d'autres crises. Tous les intervenants financiers doivent à l'avenir respecter des règles claires pour opérer dans nos pays.

Notre volonté politique est de mettre, à l'avenir, les marchés financiers au service de l'économie réelle, de l'emploi et de la croissance.

1. Nous proposons de réformer les marchés financiers, en prenant appui sur les réflexions déjà développées dans l'Union européenne et au niveau mondial. Le nouveau système de règles doit couvrir toutes les activités financières. Il doit être fondé sur la transparence et l'information publique de tous les intervenants. Il doit comporter des obligations précises sur les fonds propres requis de tous les acteurs financiers, et des limites strictes aux niveaux d'emprunts évitant la création de situations d'endettement incontrôlable. Des limitations sont également nécessaires sur les rémunérations et primes des dirigeants d'entreprise, qui doivent refléter les pertes comme les bénéfices. Des contrôles seront à instaurer pour empêcher les conflits d'intérêt. Il faut assurer aux salariés le plein exercice de leur droit à l'information et à la consultation lors de tout rachat d'entreprise, et aux salariés inclus dans des fonds de pension le droit de contrôler comment leur argent est investi. Le système européen de supervision des marchés financiers doit être considérablement renforcé : les institutions financières doivent faire apparaître sur leurs bilans tous les risques qu'elles ont souscrits. La vente à découvert n'a fait qu'aggraver la crise et elle doit être éliminée par les instances de régulation. Les fonds spéculatifs et les fonds privés d'investissement doivent faire l'objet d'un contrôle et d'une régulation plus efficaces, dont les principes-clé seront l'obligation de transparence sur leurs actifs et leurs règles de contrôle, des dispositions impératives d'information des investisseurs sur les risques, une limitation au financement par l'endettement et des restrictions sur leurs acquisitions.
2. Nous proposons de mettre fin aux paradis fiscaux, à l'évasion et à la fraude fiscales, et de renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent en Europe et dans le monde, de sorte que tous les acteurs du marché paient une part équitable d'impôts aux Etats où ils opèrent.
3. Nous proposons de travailler, avec tous nos partenaires internationaux, à une réforme de l'architecture financière mondiale et de prévenir l'arrivée de nouvelles crises financières en donnant aux institutions financières internationales l'ouverture démocratique nécessaire.

Une stratégie européenne pour une croissance écologique et innovante créatrice d'emplois :

Nous proposons une stratégie européenne pour une croissance écologique, innovante et riche en emplois, qui créera 10 millions de nouveaux emplois à l'horizon 2020 (dont 2 millions pour le secteur des énergies renouvelables seul) et donnera à l'Europe le leadership mondial de l'innovation et des nouveaux produits et des technologies durables. Cette action partira de la stratégie de Lisbonne déjà adoptée, destinée à faire de l'Europe une « économie de la connaissance », la plus dynamique et la plus compétitive au monde, soutenant sa croissance par le développement de l'emploi qualifié et par la cohésion sociale. Tous les niveaux de pouvoir dans l'Union doivent coopérer pour stimuler cette croissance écologique et innovante, notamment par la fiscalité et la modernisation des structures économiques. Les projets d'investissement financés par l'UE doivent être lancés rapidement pour y contribuer. Les éléments centraux de notre stratégie sont les suivants :

4. Doter l'Europe du système de transports le plus efficace, le plus économique et le plus écologique dans l'intérêt des particuliers et des entreprises. Cela implique de développer un réseau ferroviaire à grande vitesse compétitif et d'un coût accessible entre grandes villes et régions européennes, bien connecté aux autres modes de transport ; de créer un espace aérien intégré offrant des routes aériennes plus directes et des temps de vol réduits ; de rendre le transport maritime et fluvial plus propre, plus efficace et plus sûr pour les travailleurs et les passagers. Il y a aussi la transformation des transports urbains : les maires socialistes d'Europe montrent l'exemple dans le manifeste Mobilité Urbaine qu'ils ont publié en 2008, présentant de nouveaux concepts plus rapides, économiques, non polluants. Nous proposons une initiative européenne d'échange des meilleures expériences et de promotion de la mobilité urbaine durable en Europe. Nous continuerons en outre à renforcer la sécurité de tous les modes de transport.
5. Nous appelons à un programme européen de développement des réseaux de transport d'énergie et de transport de données à large bande, indispensables à l'économie européenne de demain. Les parcs à éoliennes en mer, par exemple, exigent de nouveaux réseaux de transport transfrontières. La vitalité économique des zones rurales, dans toute l'Europe, dépend de l'accès à la communication large bande. Des milliards d'euros d'investissements s'imposent donc dans tout le continent. La Banque Européenne d'Investissement, qui finance déjà les infrastructures énergétiques et de télécommunications, pourrait s'engager sur une plus grande échelle. L'injection de fonds structurels communautaires dans ces domaines d'avenir doit aussi être prévue.
6. L'efficacité énergétique est un des meilleurs moyens pour diminuer les factures des familles et pour créer des emplois, notamment dans les travaux d'isolation du bâtiment. Nous demandons un travail réel en commun entre l'Europe, les Etats et les collectivités locales visant à soulager les budgets familiaux par une moindre consommation d'énergie, par des travaux d'efficacité énergétique des logements, et par un encadrement du marché assurant que les prix des fournisseurs d'énergie soient justifiés et que la protection du consommateur en la matière soit effective.
7. Il est essentiel d'augmenter fortement les investissements de recherche-développement et l'innovation pour une croissance écologique et innovante et donc pour notre prospérité à long terme. Les Etats-Unis dépensent aujourd'hui 50% de plus que le total des Européens dans ces domaines. L'Europe doit rattraper l'écart et devenir le premier investisseur dans la préparation de l'avenir.
8. Nous proposons un Pacte européen pour le développement de l'emploi. Tous les programmes européens doivent être revus pour évaluer leur efficacité à préserver et renforcer les possibilités d'emploi et l'accès des travailleurs à l'emploi. Les projets d'investissement financés par l'Union doivent être mis en route sans retard. Les ressources du Fonds social européen doivent être mobilisées pour le retour des travailleurs à l'emploi et pour le renforcement des qualifications. Dans une économie ouverte comme l'Europe, l'investissement dans l'éducation est fondamental pour la croissance et la création d'emplois plus qualifiés et mieux rémunérés. Nous proposons de financer dans le budget européen un Programme de Compétences destiné à préparer les salariés, dans toute l'Europe, aux emplois

de demain comme ceux liés aux technologies « vertes » et aux énergies renouvelables. Nous aurons aussi à ouvrir largement et équitablement la formation tout au long de la vie, avec une priorité à la formation de la 'deuxième chance' pour ceux et celles qui n'ont pas pu achever une scolarité complète. Ce soutien peut être apporté par des politiques européennes, nationales et régionales. En partant du succès du programme ERASMUS nous proposons d'augmenter dans le budget européen les crédits destinés aux échanges des Européens, pour élargir cette mobilité aux apprentis et aux adultes en formation permanente, et pour offrir au plus grand nombre la possibilité d'étudier à l'étranger. La mobilité doit être la règle, non l'exception : tout jeune Européen doit y avoir accès.

9. Si nous voulons stimuler l'activité et les échanges en Europe, et créer davantage d'emplois avec des droits sociaux et des normes environnementales de haut niveau, il faut parachever le marché intérieur européen – et réduire les formalités imposées aux entreprises. Il faut donner aux PME, fondement de notre économie et principal employeur des salariés européens, un cadre juridique simplifié grâce à un statut d'entreprise européenne, et un accès facilité à l'ensemble du marché communautaire, au financement et aux aides à de l'innovation. Il faut augmenter les fonds propres et donc la capacité de crédit des deux outils financiers que sont la Banque Européenne d'Investissement et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, et l'accès des PME à ces crédits doit être simplifié.
10. La Banque Centrale Européenne doit soutenir la croissance et l'emploi tout en préservant la stabilité des prix.

Mettre la modernisation de l'économie au service des travailleurs et des entrepreneurs :

11. Nous proposons d'aider les entrepreneurs à anticiper les changements liés au défi climatique et aux ruptures technologiques. C'est le moyen de préserver et de créer des emplois en aidant les travailleurs à acquérir de nouvelles qualifications si leur travail est menacé par ces mêmes changements. Cette mission devrait revenir en particulier au Fonds Européen d'Ajustement à la Mondialisation. Nous voulons également engager la négociation au niveau européen avec les employeurs pour les amener à prendre leur part de responsabilité dans la préparation du changement et la requalification des salariés.
12. Nous soutiendrons la création d'emploi en assurant l'accès des entreprises au crédit dont elles ont besoin pour investir et se développer, par exemple auprès de la Banque Européenne d'Investissement. Nous entendons appuyer le développement en Europe de l'économie sociale, qui emploie actuellement plus de 5 millions de personnes notamment dans les coopératives, en introduisant un statut européen d'entreprise à but non lucratif adapté aux associations, mutuelles et fondations.

Notre plan européen de réformes progressistes est essentiel pour aider tous les Européens à tirer avantage de la mondialisation et à améliorer leurs conditions de vie.

***Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ».
En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.***

2. Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale

En Europe, qui que nous soyons et où que nous soyons nés, nous avons les mêmes aspirations essentielles sur le type de société dans laquelle nous voulons vivre : une Europe sûre, avec une qualité de vie élevée, des emplois qualifiés et stables, un environnement protégé.

Les inégalités déjà existantes et les nouveaux défis mondiaux mettent les Européens sous une pression accrue et créent dans nos sociétés un risque permanent de clivages sociaux : entre les enfants de familles riches et de familles pauvres ; entre ceux qui ont un emploi stable et bien

rémunéré et ceux qui sont confinés à des tâches d'exécution dans des emplois précaires ; entre les travailleurs à faible qualification et les détenteurs de diplômes enviés ; entre ceux qui ont accès à Internet et ceux qui ne l'ont pas ; entre les immigrés et les Européens d'origine ; entre les femmes et les hommes.

Nous pouvons faire reculer toutes ces inégalités en concentrant l'ensemble des politiques européennes sur l'amélioration de la vie des Européens. Nous devons mener des programmes mieux adaptés pour protéger les plus faibles dans la période de récession et au-delà. Nous voulons construire une nouvelle Europe sociale en accord avec les partenaires sociaux, en particulier avec le mouvement syndical, qui partage pleinement notre engagement de placer « les citoyens d'abord ».

Nous croyons que la démocratie et les droits des citoyens dans l'Union européenne sont le point de départ pour améliorer la vie des gens. La citoyenneté, faite de droits et de responsabilités, doit s'étendre à tous pour construire un avenir partagé sur notre continent. Toute personne vivant et travaillant en Europe est en droit de participer à la définition de son avenir. Nous croyons à la prise de responsabilité des nouvelles générations et à la nécessité d'encourager la participation de tous à la politique et à la vie sociale. Nous écoutons attentivement l'expression des jeunes Européens, notamment sur les thèmes relatifs à la nouvelle Europe sociale, à l'amélioration du dialogue interculturel, au changement climatique, à la mondialisation et au rôle de l'Europe dans le monde. Nous croyons à l'échange et au débat démocratique, comme nous l'avons justement démontré en consultant nos adhérents et nos partenaires, et à travers eux l'opinion publique, sur les priorités à retenir pour ce manifeste.

L'Union Européenne est fondée sur les droits de l'homme, la non discrimination et le respect de tous. Nous considérons la diversité sous toutes ses formes, culturelle, linguistique, spirituelle, comme l'un des plus grands atouts de l'Europe.

L'économie européenne a également apporté d'évidents avantages aux consommateurs. Après nos succès sur la sécurité alimentaire, la sécurité des jouets, la réduction des prix de transport et de téléphonie mobile, nous continuerons nos actions pour les droits des consommateurs européens. Le progrès dans les droits et la protection des consommateurs nous aide à avancer vers une Europe plus protectrice et plus juste pour nos citoyens.

Faite avancer la justice sociale :

13. Nous entendons négocier un Pacte européen du Progrès Social établissant des objectifs et des normes pour les politiques nationales de solidarité, de santé et d'éducation afin de lutter contre la pauvreté et les inégalités et de soutenir le développement économique et social de l'Union. Nous réclamons la création dans tous les Etats membres, pour les retraités, les chômeurs et les invalides du travail, d'allocations sociales adaptées à leurs besoins et leur permettant de vivre dans la dignité.
14. Nous proposons, dans chaque législation européenne, d'insérer une clause de progrès social et de mener une analyse préalable de l'impact social et environnemental avant toute nouvelle mesure. Les politiques de libéralisation déjà adoptées doivent faire l'objet d'une évaluation sociale. Nous proposons que l'UE mène un audit de l'impact social de ses politiques environnementales et énergétiques afin de prévoir les mesures les mieux adaptées pour éviter qu'elles ne pèsent prioritairement sur les plus défavorisés.
15. Nous proposons d'établir un cadre européen pour les services publics, qui garantira aux citoyens le droit d'accès universel et égal à ces services, la qualité, l'autonomie locale et la transparence des services publics, et qui maintiendra leur intégrité telle qu'elle est définie nationalement. Ainsi les règles européennes en matière de concurrence et du droit des entreprises ne s'opposeront pas aux droits des citoyens. La part des critères sociaux et environnementaux dans l'attribution des contrats et marchés publics européens doit être élargie et renforcée dans les règles communautaires.
16. Nous proposons un Accord Européen sur les salaires, garantissant un salaire égal à travail égal et prévoyant l'établissement d'un salaire minimum décent dans

tous les Etats membres, soit par la loi, soit par la négociation collective. Les travailleurs ne doivent pas voir leurs droits sociaux mis en concurrence.

17. Nous devons traiter les problèmes de « fuite des cerveaux » associés aux mouvements de migration de professionnels de haut niveau et de travailleurs qualifiés tant au sein de l'espace européen qu'en provenance de pays tiers.
18. Nous agissons dans tous les Etats membres pour soutenir des politiques fiscales justes, garantissant le financement des systèmes de protection sociale des citoyens européens.
19. Nous agissons pour empêcher l'exploitation des travailleurs et pour renforcer leur droit à la négociation collective. De récents arrêts de la Cour Européenne de Justice ont créé l'incertitude sur le respect des droits des travailleurs et des accords collectifs. Avec les partenaires sociaux, nous évaluerons l'impact des arrêts Laval, Viking et autres jugements afin d'assurer que ces droits ne soient pas remis en cause. De même il est indispensable de réviser la directive sur le détachement interentreprises des travailleurs en Europe. Afin d'encourager la négociation collective au niveau européen, nous voulons créer un cadre européen adapté aux négociations et aux conventions collectives trans-frontières. En outre, nous agissons pour la fixation d'une durée maximale de travail décente, cohérente avec les droits à la santé et à la sécurité au travail et avec un équilibre normal entre temps de travail et vie personnelle.
20. Nous entendons renforcer les droits des travailleurs à l'information et à la consultation. La participation des salariés dans l'entreprise, au niveau européen et international, est une question clé pour l'avenir, à la fois comme composante d'une Europe véritablement sociale et comme condition indispensable de l'action internationale pour un travail décent. Nous agissons pour élargir la participation des salariés aux processus de décision au niveau des groupes européens. A cette fin, les droits d'information et de consultation des travailleurs doivent être inscrits dans les directives sur le droit des entreprises à partir du modèle de la Société de droit européen ; et les droits des comités d'entreprise européens doivent être élargis. Nous voulons également promouvoir un dialogue social plus approfondi entre syndicats et organisations patronales au niveau européen et l'étendre à d'autres secteurs.
21. Nous proposons que l'Union développe une stratégie pour les droits des enfants afin de réduire la pauvreté infantile et de garantir le droit à l'éducation, commençant dès la petite enfance.
22. Nous proposons d'établir une Charte européenne des stages, reconnaissant les droits sociaux des jeunes commençant leur expérience professionnelle et assurant qu'ils débutent leur vie au travail dans des conditions satisfaisantes.
23. Nous proposons de renforcer les droits individuels et collectifs des consommateurs et de prévoir les outils efficaces pour faire respecter ces droits dans l'Union européenne.
24. Au vu du vieillissement de la population et des défis à relever pour le plein emploi et l'égalité hommes-femmes, nous proposons d'instaurer des objectifs européens pour le soutien social et sanitaire des personnes âgées, du même type que ceux adoptés pour la petite enfance,

Protéger les droits des citoyens :

25. La démocratie, la transparence et la responsabilité doivent être les pierres de touche de toutes les réformes des institutions européennes. Nous proposons notamment de renforcer la transparence en obligeant les lobbyistes et les agences de lobbying à s'enregistrer comme tels auprès des instances communautaires, à rendre compte précisément de leurs interventions, des groupes ou institutions pour lesquels ils agissent et de tous les contacts qu'ils ont avec les élus, les divers services et l'ensemble des représentants officiels.
26. Nous nous engageons à contrôler que toute législation européenne respecte pleinement les droits des citoyens consacrés par la Convention Européenne des Droits de l'Homme et par la Charte Européenne des Droits Fondamentaux. Nous renforcerons la législation anti-discrimination afin de rendre effective l'égalité de

traitement quelles que soient les différences de sexe, d'origine ethnique, de handicap, d'âge, d'orientation sexuelle et de religion ou croyance.

27. Nous proposons de garantir l'égalité de traitement sans discrimination pour tous les citoyens européens quand ils se déplacent dans l'Union, en recherchant la reconnaissance dans tous les Etats des mariages, des contrats d'union civile et des droits parentaux légalement reconnus par un autre Etat membre.
28. Nous plaçons pour un rôle accru des régions et des collectivités locales dans la vie de l'Europe, reflétant leur rôle croissant dans la mise en œuvre des politiques communautaires et dans le débat citoyen sur les questions européennes. Nous soutenons la reconnaissance et la promotion de la diversité culturelle et linguistique de l'Europe, qui est une de ses plus grandes richesses et un aspect fondamental de son identité.

Notre plan européen de réformes progressistes est essentiel pour construire la nouvelle Europe sociale et faire progresser la justice dans la vie des citoyens.

Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ». En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.

3. Mettre l'Europe en tête de la lutte contre le changement climatique

C'est maintenant, en pensant à nos enfants et à nos petits-enfants, que nous devons affronter le changement climatique. Une action immédiate permettra à l'Europe de devenir leader mondial dans les nouvelles technologies « vertes » et efficaces et lui évitera d'être appauvrie à l'avenir par les mesures imposées par le réchauffement. Ne rien faire, c'est mettre en danger la vie elle-même sur la planète. L'Europe doit donc rompre sa dépendance vis-à-vis du pétrole et du charbon, et prendre la tête du mouvement pour un nouvel accord mondial sur le climat pour la période d'après 2012, remplaçant et dépassant le Protocole de Kyoto.

Faire aboutir les négociations internationales pour un accord mondial sur le climat :

29. L'Union Européenne doit prendre la tête des négociations internationales afin d'aboutir lors du sommet des Nations Unies fin 2009 à un accord sur un objectif mondial de réduction, de 30% à l'horizon 2020, des émissions de gaz à effet de serre. Notre volonté commune est de faire participer à cet objectif toutes les économies développées et émergentes : cela inclut donc les Etats-Unis, la Chine et l'Inde. Nous voulons introduire une approche mondiale et solidaire, dans laquelle les pays les plus développés feront l'effort le plus important.
30. Nous proposons d'augmenter le soutien de l'Europe aux pays en développement pour qu'ils puissent lutter contre le changement climatique et s'y adapter. L'Union doit accepter des transferts massifs de technologie permettant à ces pays de lutter contre la pauvreté et de développer leurs économies sans pour autant aggraver le réchauffement de la planète. En outre nous devons veiller à ce que les exigences que se fixe l'Europe ne provoquent pas une hausse des émissions des gaz à effet de serre dans d'autres pays, et donc dissuader les transferts d'industries intensives en énergie vers des régions du monde appliquant des normes moins strictes.
31. En s'appuyant sur les initiatives prises par les gouvernements sociaux-démocrates européens, l'Union doit agir pour la constitution d'un forum mondial de l'énergie et du développement, réunissant l'ensemble des nations du monde afin de définir un projet global et à long terme pour les politiques énergétiques et pour le développement durable de la planète.

Entraîner par l'exemple – une politique du climat et de l'énergie plus ambitieuse pour l'Union Européenne :

32. Nous proposons d'introduire une directive européenne complète sur le climat qui définisse les objectifs et les plans d'action pour tous les secteurs encore non couverts par les textes existants (l'énergie, l'agriculture, l'alimentation, la construction et le transport) et qui mette en cohérence toutes ces actions pour que l'Union atteigne ses objectifs globaux en matière d'émissions. Toutes les autres législations ayant une incidence sur le climat doivent être adaptées pour réaliser l'objectif de 30% de réduction des émissions.
33. Nous proposons d'élaborer une politique énergétique européenne commune fondée sur le développement durable, sur la sécurité et l'indépendance énergétique, sur la diversification des sources d'énergie et sur la solidarité entre Etats européens en cas de crise de l'énergie. L'Europe doit, par exemple, augmenter son potentiel d'énergies renouvelables en impulsant la réalisation d'un réseau de transport à haute tension pour distribuer l'électricité produite par des éoliennes en mer depuis le Nord et l'Ouest de l'Europe et l'électricité solaire venant du Sud de l'Europe et d'Afrique du Nord.
34. Nous soutiendrons une politique agricole moderne qui aide au développement cohérent du monde rural et qui valorise le rôle fondamental des agriculteurs, tout en consacrant le rôle de l'agriculture dans la protection de l'environnement, dans la garantie de la qualité alimentaire et de la sécurité d'approvisionnement, dans la préservation du paysage ainsi que dans le bien-être animal et végétal. Les biocarburants peuvent contribuer à réduire les émissions des transports mais ne doivent pas compromettre la production alimentaire européenne et mondiale, l'intégrité de l'environnement, ni la biodiversité. La directive européenne sur les biocarburants doit être révisée pour faire prévaloir ce principe.
35. Il revient à chaque Etat membre de se prononcer sur le recours à l'énergie nucléaire. Toutefois, vu l'importance de la sécurité nucléaire pour tous les pays européens, le contrôle des centrales nucléaires existantes et nouvelles doit être coordonné au niveau européen.

Notre plan européen de réformes progressistes est essentiel pour mener la lutte contre le changement climatique.

***Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ».
En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.***

4. Parvenir à l'égalité des sexes en Europe

Des progrès significatifs ont été accomplis ces dernières années vers une véritable égalité entre les hommes et les femmes, en grande partie grâce aux efforts des socialistes, des sociaux-démocrates et des démocrates progressistes en partenariat avec les organisations de femmes progressistes.

Pourtant des inégalités persistent : les femmes gagnent encore, en moyenne, 15% de moins que les hommes pour un même travail ; elles sont plus exposées au chômage, sont découragées d'entrer dans le travail par le manque d'emplois adaptés à leur situation et se retrouvent souvent dans des postes sous-rémunérés, sous-qualifiés ou à temps partiel.

Des millions de femmes dans le monde souffrent encore de l'exploitation et de la violation de leurs droits, qui se manifestent dans le trafic d'être humains, la violence familiale, d'autres agressions encore.

Plus d'un demi-siècle après avoir acquis le droit de vote et l'éligibilité, les femmes n'ont pas encore leur véritable place sur la scène politique en Europe.

Dans certains pays d'Europe, les hommes n'ont presque aucun droit au congé parental à la naissance de leurs enfants. Les femmes doivent souvent choisir entre avoir des enfants ou poursuivre la carrière qu'elles ont choisie. Les familles de travailleurs ont de grandes difficultés à concilier responsabilités professionnelles et personnelles. Nous pouvons changer la donne : les pays européens qui sont allés le plus loin dans la reconnaissance de droits effectifs pour les femmes sont ceux qui aujourd'hui

comptent le plus de femmes en activité et constatent aussi les meilleurs taux de natalité. Nous avons également mené une campagne sans relâche au niveau local, régional et national pour augmenter le nombre de places d'accueil de la petite enfance.

Nous continuerons à lutter contre les stéréotypes sexistes et nous croyons que le renforcement des droits effectifs des femmes sera facteur d'importantes avancées sociales, économiques et démocratiques pour tous les Européens.

Faire de l'égalité entre les sexes une réalité pour tous :

36. Nous proposons de créer une Charte Européenne des Droits de la Femme pour améliorer les droits effectifs des femmes dans toute l'Union Européenne et pour établir des mécanismes assurant l'égalité hommes-femmes dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique.
37. Nous proposons d'établir des droits améliorés au congé parental pour les hommes et les femmes en Europe en s'alignant sur les droits actuels les plus favorables.
38. Nous ferons campagne pour une représentation politique paritaire entre hommes et femmes dans toutes les instances européennes de décision, notamment pour une représentation paritaire entre hommes et femmes au sein de la Commission européenne et du Parlement européen, et nous appellerons à la création d'un poste de commissaire européen à l'égalité hommes-femmes.
39. Nous entendons aider les parents à concilier leurs responsabilités familiales et professionnelles. Pour cela, nous proposons que tous les Etats membres s'obligent à atteindre l'objectif européen déjà fixé de 33 % d'enfants de moins de 3 ans accueillis dans les services de petite enfance et de 90% de scolarisation en classes maternelles ; et qu'ils se donnent en outre des objectifs de qualité d'accueil.
40. Nous serons au premier rang de la lutte pour l'élimination des écarts salariaux entre hommes et femmes, condition essentielle pour améliorer les conditions de vie, réduire la pauvreté et accélérer la croissance.
41. Nous proposons d'encourager et d'appuyer les femmes chefs d'entreprise, les femmes scientifiques et les chercheuses en leur donnant accès à des opportunités accrues.
42. Nous garantirons et défendrons les droits des femmes en matière de vie sexuelle et de santé reproductive dans toute l'Union Européenne.
43. Nous proposons de développer les moyens européens de lutte contre le trafic d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des personnes en intensifiant la coopération judiciaire et policière.
44. Nous proposons d'encourager et de soutenir l'Union et les Etats membres dans la lutte pour l'élimination de la violence domestique et des violences dirigées contre les femmes, notamment celles frappant les femmes issues de minorités ethniques, à travers tous les programmes et fonds européens pouvant y contribuer.

Notre plan européen de réformes progressistes est essentiel pour faire triompher, en poursuivant le travail que nous avons déjà mené, l'égalité entre les sexes au bénéfice des femmes comme des hommes.

***Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ».
En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.***

5. Donner à l'Europe une politique d'immigration pour le progrès

L'immigration est un des grands défis auxquels font face les Etats de l'Union européenne. Comme progressistes européens nous avons le devoir de l'aborder à partir de nos valeurs de justice, de démocratie, de défense des droits de l'homme et de solidarité.

Le défi est à la fois de lutter contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains, de garantir une politique juste d'accueil des réfugiés pour tous ceux qui fuient la persécution, d'organiser une immigration légale équitable et responsable répondant aux besoins de main d'œuvre de l'Europe et respectant les droits des immigrés, et de faciliter l'intégration des immigrés dans leur nouvelle communauté avec les mêmes droits et obligations.

Nous comprenons les préoccupations exprimées par les citoyens vis-à-vis de l'immigration. C'est aussi la raison pour laquelle nous appelons à des réformes. La solution ne consiste pas à créer des ghettos ou à tomber dans la xénophobie ; elle passe par de réelles réformes pour garantir l'intégration des migrants, lutter contre l'immigration clandestine et la traite des êtres humains et œuvrer pour améliorer les conditions de vie dans les pays non-européens les plus pauvres, tout en empêchant la fuite des cerveaux à partir des pays en développement.

Gérer l'immigration pour le progrès :

45. Nous proposons d'établir des règles communes pour l'immigration légale dans l'Union européenne, sur la base de la solidarité et du juste partage des efforts d'accueil, en respectant pleinement les compétences des Etats membres dans ce domaine.
46. Nous proposons d'élaborer une Charte européenne pour l'intégration des immigrés, fondée sur l'égalité de droits et de responsabilités et sur le respect mutuel, pleinement cohérente avec les politiques d'admission au séjour. Nous voulons une politique d'intégration formant un processus continu d'inclusion citoyenne et de droit à l'expression, donnant à toute personne les mêmes droits et les mêmes obligations. Une attention particulière doit être portée à l'intégration des femmes, des jeunes et de la population rom en Europe. Nous proposons donc de développer une action à tous les niveaux adaptés (local, régional, national ou européen) comportant notamment une formation linguistique et culturelle, facilitant la pleine intégration des immigrés dans leur nouvelle communauté.
47. Nous proposons d'augmenter l'effort européen de lutte contre l'immigration clandestine, par une stratégie commune de contrôle aux frontières extérieures, une coopération accrue contre la traite des êtres humains menée par les réseaux criminels, et des accords de partenariat avec les pays d'émigration et de transit, incluant notamment les procédures de réadmission.
48. Nous nous engageons à renforcer la coopération avec les pays tiers (y compris sur la question des procédures de réadmission) afin de gérer l'immigration de façon plus efficace tout en soutenant leur développement social et économique. Nous proposons de renforcer et d'étendre les mécanismes destinés à compenser le préjudice causé aux pays en développement par le départ vers l'Union Européenne de travailleurs qualifiés indispensables à leur économie.
49. Nous soutenons le développement du Système commun européen d'accueil des réfugiés, fondé sur des normes de droit d'asile équitables pour tous ceux qui fuient la persécution, dans le respect des obligations internationales en matière de droits de la personne humaine, et dans un juste partage des charges d'accueil entre Etats membres de l'Union.

Notre plan européen de réformes progressistes est essentiel pour une politique d'immigration juste et réaliste, appuyée sur la coopération des Etats. Nous n'y parviendrons qu'en nous appuyant sur une solide majorité progressiste en Europe.

Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ».
En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.

6. Faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement

L'UE doit être à l'avant-garde de l'action pour la paix et le développement social et économique durable dans le monde, conditions premières de la sécurité à laquelle ont droit tous les êtres humains. Dans le monde instable d'aujourd'hui, trop de femmes, d'hommes et d'enfants sont encore confrontés à des menaces de tous ordres. Les Etats de l'Union Européenne doivent donc agir encore plus solidairement pour garantir la sécurité de nos pays et de nos peuples. Nous pensons que l'Europe doit exprimer une parole commune plus forte dans le monde, et œuvrer ainsi à un meilleur avenir pour nos citoyens et pour la planète. Nous devons travailler ensemble pour la paix et pour une coopération internationale active, avec la volonté d'éradiquer la pauvreté et de développer la solidarité entre citoyens dans le monde.

L'Europe est déjà un partenaire actif de la politique mondiale mais nous devons augmenter notre influence et notre poids en unifiant nos positions et en parlant chaque fois que possible d'une seule voix. Le renforcement du rôle du Haut Représentant de l'Union pour la politique extérieure et de sécurité commune y contribuera de façon importante. Si nous ne savons pas nous rassembler, les Etats européens auront de moins en moins d'influence sur la vie internationale. Les institutions mondiales actuelles, de leur côté, se sont révélées peu adaptées aux nouveaux défis globaux. L'Europe doit donc engager avec force, en partenariat avec la nouvelle Administration démocrate des Etats-Unis, le débat sur une gouvernance mondiale réformée, dans le sens du multilatéralisme et d'une coopération renforcée.

L'UE doit encore élever le niveau de son action pour la résolution des conflits, le maintien de la paix et l'aide humanitaire dans les régions en crise, et développer ses capacités de soutien aux pays éprouvés par les crises civiles ou environnementales. Nous devons éliminer les causes profondes des conflits et du terrorisme dans le monde. La politique de développement en faveur des pays pauvres et en développement doit être ciblée, innovatrice et axée sur la participation des individus sur le terrain. Elle doit notamment appuyer le rôle important des femmes comme moteurs du développement dans ces pays, par exemple en élargissant l'accès aux programmes de microcrédit.

Promouvoir la paix et la sécurité:

50. Nous proposons que l'Union Européenne travaille davantage dans le domaine de la prévention, de la résolution des conflits et de la stabilisation en améliorant les capacités conjointes des Etats et en assumant la responsabilité partagée de missions de maintien de la paix dans les zones en crise, dans un cadre défini par les Nations Unies.
51. Nous proposons de renforcer la coopération policière et judiciaire dans la lutte contre le trafic de drogue, la criminalité et le terrorisme. La lutte contre le terrorisme doit être une priorité essentielle et être affirmée comme objectif majeur de l'Union, dans le cadre de l'Etat de droit et le respect des libertés fondamentales. Nous poursuivrons une politique commune dans ce domaine en appliquant résolument la stratégie européenne adoptée contre le terrorisme et en soutenant le représentant spécial de l'Union Européenne chargé de la conduire.
52. Nous proposons que l'Union Européenne mette en place des instruments cohérents de prévention des catastrophes.
53. Nous proposons d'intensifier les efforts européens en faveur du désarmement international, particulièrement en perfectionnant les accords internationaux de contrôle des armements et de non-prolifération, et de rendre plus strictes et transparentes les règles du Code de conduite européen sur les exportations d'armes. Nous voulons un monde sans armes nucléaires.
54. Nous proposons que l'Europe agisse au sein de l'ONU pour une Alliance des civilisations ayant pour mission de renforcer le dialogue et le partenariat entre les peuples et les cultures comme instrument de promotion de la paix et de la sécurité mondiale.
55. Nous proposons d'augmenter la coopération en matière de défense entre Etats membres de l'Union, en respectant les options propres des politiques de défense et de sécurité des Etats membres. Le développement des initiatives de l'Union Européenne pour sa défense doit faire l'objet d'une coordination avec l'OTAN.
56. Nous appuyons la réforme des Nations Unies, en particulier du Conseil de sécurité, ainsi que la révision des règles de décision, du mandat et du fonctionnement de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la Banque Mondiale

et des banques régionales, et du Fonds Monétaire International. L'attribution des droits de vote au sein du FMI doit mieux refléter les intérêts des pays en développement, en particulier les plus pauvres.

57. Nous soutenons l'instauration au sein des Nations Unies d'un moratoire sur l'application de la peine de mort.

Promouvoir le partenariat :

58. Nous croyons que l'avenir des Balkans occidentaux est dans l'Union européenne et que la stabilité retrouvée amènera la prospérité et la sécurité dans la région. Nous nous réjouissons des négociations d'adhésion engagées avec la Croatie et nous encourageons de telles négociations avec tous les autres pays de la région des Balkans occidentaux dès qu'ils en remplissent tous les critères. Pour nous, l'Europe doit respecter les droits fondamentaux de tous les peuples et soutenir le caractère multiculturel et multi-religieux des sociétés européennes. Nous sommes en faveur d'un processus ouvert de négociations avec la Turquie dans une perspective d'adhésion à l'Union Européenne, sur la base de critères clairs ; la Turquie comme l'Union doivent tenir leurs engagements respectifs.
59. La stabilité dans les pays voisins de l'Union est tout aussi importante que l'élargissement. Nous voulons donc renforcer les partenariats européens avec les pays proches. Nous proposons la création d'une Union de la Mer Noire et d'un Partenariat de l'Europe Orientale afin de renforcer notre coopération avec nos voisins à l'Est de l'Europe. L'Union Européenne doit conduire un dialogue structuré avec la Russie, notamment sur les questions de la démocratie et des droits de l'homme, de l'énergie et de l'extension des domaines de coopération, qui pourraient inclure une initiative régionale pour la Mer Baltique.
60. Nous continuerons de soutenir le développement des relations euro-méditerranéennes. L'Union pour la Méditerranée est un instrument et un cadre adapté pour promouvoir la démocratie, le développement social et économique et les droits de l'homme. De plus, nous voulons que l'UE joue un rôle actif dans la résolution du conflit au Proche Orient, en contribuant à la cohérence des efforts de la communauté internationale, pour parvenir entre Israël et la Palestine à une solution à deux Etats.
61. Nous proposons que l'Europe développe des relations avec le continent latino-américain pour créer un partenariat effectif et global sur tous les domaines importants et pour soutenir son effort d'intégration régionale.
62. Nous continuerons de construire un partenariat transatlantique fort avec les nouveaux dirigeants démocrates aux Etats-Unis.
63. L'UE doit renforcer ses relations avec la Chine et encourager une amélioration dans le domaine des droits de l'homme et des normes sociales et environnementales parallèlement à l'approfondissement des relations commerciales.
64. Nous appelons à un renforcement des relations avec l'Inde, en tant qu'acteur mondial émergent, sur la base du respect mutuel et d'un dialogue ouvert.
65. Nous proposons de donner sa pleine application à la stratégie Afrique-UE et de la conforter pour renforcer les relations entre les deux continents, résoudre les questions qu'ils ont en commun et établir des accords de partenariat économique, au service du développement à long terme de l'Afrique.

Eradiquer la pauvreté:

66. La nouvelle législature du Parlement européen, de 2009 à 2014, coïncide pratiquement avec la période restante pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU, à l'horizon 2015. Jusqu'à présent les progrès constatés l'ont été surtout dans les régions à forte croissance d'Asie et notamment en Chine, alors que l'Afrique continue à souffrir des effets dévastateurs de la pauvreté extrême. La hausse des prix de l'alimentation et du combustible compromet également, dans bien des régions, les avancées obtenues. Nous emploierons donc cette législature pour stimuler l'effort afin

d'atteindre les objectifs pour 2015. Nous proposons de mettre les objectifs internationaux de développements au centre des politiques européennes, qu'il s'agisse de l'aide au développement, du commerce ou de la réforme des institutions mondiales. Il faut dégager, en plus des programmes d'aide existants de l'Union, de nouvelles sources innovantes de financement en attribuant au moins 0,7% de notre revenu national brut à la politique de développement, et conduire ces programmes de façon plus coordonnée, efficace et ciblée. Nous appuyons la coopération décentralisée comme outil européen de développement en tirant parti de l'apport important que peuvent fournir les collectivités locales d'Europe. Nous soutiendrons la création d'un Corps de Volontaires Européens Humanitaires.

67. L'Europe doit soutenir le système commercial multilatéral et l'orienter en faveur des pays en développement dans le cycle de Doha pour le développement. Elle doit agir pour une répartition nationale plus juste des gains de l'ouverture commerciale et pour l'introduction de normes sociales et environnementales plus fortes.
68. Face à la crise alimentaire mondiale, nous proposons de coopérer pour faire échec à la spéculation sur le prix des denrées alimentaires, et de soutenir la sécurité alimentaire de tous les pays par une conception renouvelée des aides et des systèmes de production agricole.
69. Nous nous assurerons que tous les accords commerciaux conclus par l'Union Européenne comportent des clauses en faveur des droits humains, sociaux, environnementaux dont l'application puisse être vérifiée et que tous les accords commerciaux avec les pays en développement, comme les accords de partenariat économique en cours de négociation, soient de vrais instruments du développement social et économique des pays et régions partenaires.
70. Nous agissons pour la diffusion des produits du commerce équitable en Europe. La sensibilisation et les mesures d'encouragement à ce type de commerce contribueront au développement durable et aideront à garantir des salaires décentes pour les travailleurs dans les pays en développement, améliorant ainsi la vie de millions de personnes dans le monde.
71. Le travail décent doit devenir un objectif mondial pour lequel tous les pays et toutes les organisations internationales s'engagent. Ce nouveau plan mondial fera progresser les garanties fondamentales que sont les conditions de travail décentes, les salaires adéquats, la sécurité sociale et le dialogue social effectif.

Notre plan européen de réformes progressistes est essentiel pour faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement, par solidarité avec les autres pays et peuples comme dans l'intérêt de notre propre développement et de notre sécurité future.

***Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ».
En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.***

Faites entendre votre voix en Europe en juin 2009.

Lors de ces élections européennes, le vote de chaque citoyen sera décisif. Tous les hommes et toutes les femmes d'Europe doivent choisir entre une Union européenne orientée à gauche travaillant avec les Etats pour relever les défis dans l'intérêt des citoyens et une Union européenne dominée par la droite laissant l'avenir de nos pays et de nos peuples dans les mains du marché.

Mais pour mener les profondes réformes de progrès qui placent « les citoyens d'abord » et qui permettent d'assurer le bien-être futur des européens individuellement et collectivement, nous avons besoin d'une forte majorité progressiste au Parlement européen. Avec les partis socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes et démocrates progressistes d'Europe, nous proposons de créer cette majorité afin de concrétiser notre manifeste citoyen et nos six priorités de réforme pour une Europe du progrès :

- 1. Relancer l'économie et éviter le retour des crises financières**
- 2. Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale**
- 3. Mettre l'Europe en tête de la lutte contre le changement climatique**
- 4. Parvenir à l'égalité des sexes en Europe**
- 5. Donner à l'Europe une politique d'immigration pour le progrès**
- 6. Faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement**

Nous avons écouté les citoyens en organisant une vaste consultation publique sur les priorités que nous devons retenir. A présent nous voulons agir dans le sens des espoirs qui nous ont été confiés, sur la base des propositions présentées dans le présent manifeste citoyen. Ensemble, nous sommes une force pour le changement et ensemble, nous pouvons améliorer la vie des citoyens.

***Nous pouvons construire une société plus juste en disant : « les citoyens d'abord ».
En juin 2009, donnons un nouveau sens à l'Europe.***